



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Les capitalistes entraînent toute la société dans la crise, il faut les renverser !

En pleine période de chômage économique et juste avant les vacances, la direction d'Audi a annoncé la fermeture de l'usine de Forest (Bruxelles). Les 3.000 travailleuses et travailleurs sont menacés de se retrouver au chômage d'ici quelques semaines ou mois, ainsi que celles et ceux des cinq sous-traitants qui dépendent directement de l'activité de l'usine.

Depuis des mois, les licenciements d'intérimaires et de travailleurs malades se succédaient, ainsi que les semaines de chômage économique. L'annonce de la fermeture n'est pas une surprise.

Mais ça n'en reste pas moins un coup de massue supplémentaire pour les travailleurs de l'usine et le monde du travail dans son ensemble ! Car cette annonce survient après les licenciements chez Van Hool, Callebaut, Ontex et bien d'autres. Au cours des six premiers mois de 2024, donc sans compter Audi, 46 entreprises ont annoncé des licenciements collectifs, plus de 4.500 au total !

Ces licenciements découlent directement des choix des actionnaires, des banques et des grandes entreprises et aussi des décisions des propriétaires et patrons des plus petites.

En augmentant les prix, notamment du gaz, de l'électricité, des carburants, des loyers et de l'alimentaire, et en bloquant les salaires, les capitalistes et la grande

bourgeoisie s'en sont mis plein les poches au détriment de l'ensemble des travailleurs.

Ainsi le groupe Volkswagen, dont Audi fait partie, a engrangé 17,9 milliards de bénéfices nets pour 2023, un record ! Les salariés de VW-Audi ont été obligés de se serrer la ceinture, les clients ont payé plus cher leur voiture, les actionnaires de VW-Audi se sont enrichis, mais ces milliards manquent pour payer les loyers et le chauffage. Et rénover son logement, aller au cinéma ou au restaurant, payer des



vacances aux enfants, beaucoup de gens ont déjà dû faire une croix dessus...

Résultat de cet accaparement des richesses par une minorité de millionnaires et milliardaires, celles et ceux qui n'ont qu'un salaire ou qu'une allocation pour vivre se retrouvent dans le rouge de plus en plus tôt au cours du mois. Et même les cadres, ou les professions libérales qui gagnent suffisamment pour s'acheter une Q8 à 100.000 euros y regardent à deux fois car l'avenir économique est sombre.

Les perspectives de vente dans l'automobile comme dans d'autres

secteurs s'assombrissent. Mais ce n'est pas à cause des salaires trop élevés en Belgique, ni à cause de l'Europe qui imposerait des normes trop strictes, ni de la concurrence chinoise, ou d'autres faux prétextes inventés par la bourgeoisie et les journalistes à son service.

La cause principale de la crise dans l'automobile comme dans les autres secteurs de l'économie est due à ce qu'une minorité de très riches accaparent de plus en plus les richesses créées par les travailleurs et que l'ensemble de la population a tendance à s'appauvrir et à consommer moins ! Alors les patrons et les capitalistes licencient et ferment des entreprises, aggravant encore la crise. Ainsi, avec la fermeture d'Audi Bruxelles, tous les commerces des environs vont être impactés.

Entre janvier et mai 2024, il y a eu plus de 12.000 pertes d'emplois pour faillite : 1.000 dans la construction, 2.000 dans le commerce, 3.000 dans l'Horeca. Sans parler de toutes les sociétés individuelles qui disparaissent.

A cause des riches qui payent peu ou pas d'impôts, des cadeaux fiscaux aux capitalistes, des dépenses d'armement, les gouvernements et les communes sont déficitaires... et font comme les patrons, suppriment des emplois, licencient.

Mais plus la crise économique s'aggrave, plus les tensions augmentent au sein de chaque pays et entre les pays. Les gouvernements

justifient alors le manque de logements sociaux et les coupes budgétaires avec le prétexte « *qu'il n'y a pas assez pour tout le monde* », en pointant les immigrés, les étrangers... Les politiciens entretiennent le régionalisme, le nationalisme, la xénophobie, voire le racisme, pour éviter de dénoncer les vrais responsables de la crise, les actionnaires, les millionnaires et milliardaires. Ils construisent ainsi un tremplin pour

l'extrême droite qui se développe partout en Europe et dans le monde. Mais l'extrême droite n'a pas de solution face à la crise ! Elle attise encore plus les divisions entre les travailleurs et en faisant passer les immigrés comme responsables de la crise, elle dirige la colère des travailleurs dans une impasse.

Alors aidons tout ceux autour de nous à ne plus croire aux illusions, aux promesses et aux sauveurs suprêmes.

Il va falloir que les travailleurs unissent leurs forces pour faire payer les capitalistes, pour interdire les licenciements et partager le travail qui reste, payer des salaires et des pensions décentes à tous. Et finalement il faudra renverser ce capitalisme qui nous entraîne vers la misère, les divisions et les guerres.

## Dans les entreprises

### Audi : pour se défendre, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes !

Mardi 9 juillet, alors que les travailleurs avaient quitté l'usine pour deux semaines de chômage suivies des congés annuels, la direction d'Audi a annoncé la fermeture en trois phases, avec 1.500 licenciements prévus dès septembre, jusqu'à probablement fermer pour fin 2025. C'est la préparation de la « procédure Renault » dont la phase 1 prévoit « *d'explorer toutes les possibilités pour un maintien de l'entreprise* ».

Les syndicats ont à peine fait passer le message, sans appeler à la moindre action. Les travailleurs eux-mêmes ont pris l'initiative de venir devant l'usine. Dès la nuit suivant l'annonce, quelques-uns sont arrivés et ont pu constater que la direction avait fait cadenasser l'usine, faisant monter la garde à des vigiles avec des chiens... et même armés !



*« On se sent traités comme si on était des voleurs, comme si on était violents. La violence est de leur côté ! Et le vol aussi ! »*

Mercredi 10, les ouvriers étaient environ 50, et 300 jeudi suite à l'initiative de plusieurs travailleurs de créer un évènement Facebook « *Audi ferme l'usine, nous ne pouvons pas rester les bras croisés* ». Quant aux syndicats, mercredi, ils ont disparu en « réunion intersyndicale » pour en sortir plus de deux heures plus tard, annonçant qu'ils avaient décidé de ne rien faire avant la rentrée des vacances le 20 août.

Mais s'il n'y a pas de rentrée le 20 août ? Et comment faire pour être prêts à réagir quand la direction va commencer les licenciements, sans prime peut-être ! Déjà actuellement, des travailleurs reçoivent un mail leur signifiant leur licenciement pour avoir été trop souvent malades au goût de la direction !

Certains travailleurs sont convaincus qu'il ne faut pas attendre. Et ils l'ont fait savoir aux syndicats... qui ont répondu qu'ils devaient « *faire confiance à leurs représentants élus* ». Pour beaucoup de travailleurs, cette confiance est rompue. Cela fait des mois que les délégués les baladent,

certains mentant éhontément. Et cela alors que la direction licencierait les intérimaires, renvoyait les anciens sur les postes les plus durs, et que tout le monde sentait que quelque chose se tramait !

Globalement, les travailleurs continuent à attendre des initiatives des syndicats. Mais il y a des travailleurs qui ont commencé à se rassembler devant l'usine et qui discutent de tous les problèmes. Faire quoi, avec qui ? Avec quelles revendications ? Comment construire un rapport de force, alors que l'usine ne tourne plus ? Comment s'organiser ?

Les semaines qui viennent peuvent permettre devant l'usine une discussion permanente façon camping (« *vu que les vacances sont foutues de toute façon, on les passera ici* », disait un ouvrier). C'est de là que peuvent jaillir et les idées d'action et les moyens de les réaliser.

En dépassant la simple colère contre les syndicats – qui devraient faire, mais ne font pas – en prenant en main les choses eux-mêmes, les travailleurs peuvent trouver les réponses à bien des questions, et

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

constater qu'ils sont capables de s'organiser.

C'est des salaires et des existences des ouvriers qu'il s'agit, c'est eux qui doivent décider !

## Paroles de travailleurs

Un jeune travailleur du montage : « Je ne veux pas de prime. Je veux garder mon emploi. Je suis venu travailler avec 39 de fièvre, j'ai été opéré du dos, et j'ai travaillé quand même. J'ai souffert pour avoir ce travail. Je ne veux pas devoir recommencer tout ça encore une fois ! Où est De Croo, où sont tous les politiciens qui ont dit qu'ils voulaient sauver l'usine ?! Qu'ils viennent un peu ici s'expliquer. Mais ils n'ont rien à faire de nous. Qu'ils essayent de faire le travail que j'ai fait ! Leur usine, leurs bagnoles, c'est nous qui les avons fabriquées. C'est nous leurs milliards ! Ils nous doivent ça ! »

Des ouvrières d'Impérial, sous-traitant d'Audi : « Ces derniers jours, chacune de nous faisait 4 postes ! On a travaillé, tu ne peux pas t'imaginer. Et maintenant, on ne sait même pas si ces jours vont même être payés. Parce qu'Imperial va peut-être faire faillite. »

Un ouvrier dans une discussion sur les primes : « Il n'y a pas que l'ancienneté, il y a toute la souffrance du travail à la chaîne, notre santé physique et mentale. Il faut leur mettre tout ça sur la facture. »

Un ouvrier du montage : « Ils m'ont pris ma santé. Ils veulent me prendre ma dignité. Ils n'auront pas ma dignité. Il faut se battre ! »

Un ouvrier de logistique : « Oui, sans doute, ça va être difficile de se battre. Ils ont décidé de fermer, ça va être comme ça. Mais il faut venir, il faut garder la tête haute. »

## Les problèmes qui se posent :

### Pourquoi ils ferment ?

C'est la question que beaucoup se posent. Et les tentatives d'explication vont bon train : à cause de l'Europe qui a supprimé les subventions à l'achat d'une voiture électrique, à cause de la Chine qui fait de meilleures voitures, moins chères. C'est l'électrique le problème. Ils auraient dû rester (ou



revenir) aux moteurs thermiques. Certains disent même qu'il y avait quand même eu trop de malades. C'est normal que le patron ne veuille pas payer tous ces gens. Ou encore que les syndicats ont trop demandé.

Qu'une poignée d'actionnaires qui empochent des milliards chaque année décide de fermer une usine et envoyer des milliers de travailleurs et leurs familles dans la misère et la détresse, parce que ces milliardaires en veulent encore plus, c'est en effet difficile à concevoir. C'est pourtant ce qui se passe !

### Sauver l'usine ou sauver nos vies ?

Beaucoup de travailleurs espèrent une prime et sont en train de calculer quel montant ils seraient prêts à accepter. Souvent, des militants syndicaux et aussi d'autres travailleurs leur répondent qu'il ne faut pas être « égoïste », pas penser seulement à l'argent, mais qu'il faut sauver l'outil ! Un travailleur répond : « mais à quel prix ? Ils vont nous imposer de travailler encore plus. Tu peux supporter ça ?

*Moi non ! Ce n'est pas pour l'usine qu'il faut se battre, mais pour nous. Ceux qui veulent une prime, doivent avoir une prime, et ceux qui veulent garder un travail avec un salaire, doivent avoir un travail. Ici ou ailleurs. »*

### Comment se battre, alors que les voitures qu'on fabrique ne se vendent pas ?

« On n'a pas de moyen de pression économique, la grève ne sert à rien ». Mais ce que craignent les patrons d'Audi et de tout le pays, ce n'est pas quelques voitures non produites. Ce qu'ils craignent c'est la révolte contagieuse qui pourrait partir des travailleurs d'une grande entreprise, située dans la capitale, qui plus est. Dans les discussions, on évoque Volvo où les ouvriers vivent la même chose ou presque, il y a l'épouse qui travaille à l'hôpital ou chez Delhaize et où ça ne va pas non plus. En fait, ça ne va nulle part pour les travailleurs. Il faudrait qu'on se mette tous ensemble. Et si on le décide, on peut le faire.

### Faut-il attendre les négociations, respecter la procédure ?

La direction ne respecte rien depuis le début. Même pas ses propres engagements. Les procédures ne servent qu'à temporiser, pour toujours agiter une petite carotte devant le nez des travailleurs. Des négociations, il n'en sortira rien qui vaille sans rapport de force !

### A quoi ça sert de venir devant l'usine, si on ne fait rien ?

Un ouvrier : « il faut venir, déjà pour ne pas être seuls. C'est ici qu'on voit les camarades. A la maison, je deviendrais fou. » Et on peut ajouter : et c'est ici qu'on peut discuter ensemble de tous ces problèmes et trouver des pistes d'action ensemble.

## « Imperial : trahison ! »

Chez Imperial, un sous-traitant d'Audi, les salaires sont plus bas, l'exploitation des intérimaires encore plus dure. En mars, quand Audi jetait dehors les intérimaires, Imperial faisait de même.

Mais une quinzaine d'intérimaires se sont retrouvés devant la porte d'Audi pour crier leur colère. Ces travailleurs enchaînent pour la plupart des boulots en intérim depuis des années. Pour la énième fois, ils se retrouvent dehors sans ancienneté reconnue, sans rien. Sur leur calicot, ils avaient écrit « *Imperial voleur* » et « *ouvriers, pas esclaves* ». Ils filmaient leur action et leurs vidéos étaient largement suivies sur TikTok.

Selon une convention collective signée par la direction, les intérimaires devaient être embauchés après 24 mois de travail, délai dépassé pour une majorité des intérimaires concernés.

Une dizaine de jours avant que la direction d'Audi annonce son intention de fermer l'usine, la direction d'Imperial proposait de façon inattendue de réembaucher 13 intérimaires... en septembre. Et elle cédait à d'autres demandes des syndicats, comme un bonus pour les CDI.

Mais toutes ces concessions dépendaient d'une condition : accepter le licenciement de l'ouvrier propriétaire de la chaîne TikTok. Cet ouvrier était en accident de travail. En été 2023, il s'était gravement blessé la main, en effectuant des heures supplémentaires.

La direction a fait du chantage : si les syndicats voulaient que 13

personnes soient embauchées en septembre et leurs autres demandes acceptées, ils devaient par leur signature acter le licenciement du 14ème.

La signature des syndicats était pourtant vaine, car l'annonce d'Audi rend évidemment caduque les 13 embauches promises et tout le reste. Seule la signature des syndicats, actant le licenciement d'un camarade, a de l'effet.

Quant à la direction, elle n'a pas respecté la convention collective portant sur l'embauche définitive des intérimaires, elle n'embauchera pas non plus les 13 ouvriers. Voilà les seuls résultats qu'on peut attendre d'une négociation sans le rapport de force permis seulement par une large mobilisation des travailleurs !

## Témoignage d'un ouvrier de Viangro

Je travaille dans une usine de transformation alimentaire à Bruxelles. Comme partout, c'est la guerre du patron contre les travailleurs. Les chefs au service du patron font tout pour maintenir la pression, ils vont chercher des moyens de pression contre chaque travailleur, comme un permis de travail qui ne peut être renouvelé que par le patron, ou un emprunt qu'on doit rembourser chaque mois.

De nombreuses machines sont cassées, les PC et les logiciels sont beaucoup trop vieux, et pourtant on nous impose des cadences beaucoup trop élevées. Quand la machine tombe en panne, ça retombe sur nous, avec des chefs qui viennent nous crier dessus, pour nous mettre la pression, et nous faire accepter des heures supplémentaires. Mais ils ne veulent pas dépenser un centime pour remettre les machines en état.

Dans les frigos, ce sont les aérations qui sont cassées, et les traces d'humidité s'accumulent sur les murs, ce qui met en danger les travailleurs mais aussi les produits. Des traces pareilles, ça ne passerait pas les contrôles, mais comme la

direction est prévenue à chaque fois à l'avance, elle a le temps de nettoyer les traces d'humidité...

De manière générale, les patrons ne mettent pas les moyens pour le nettoyage. Les toilettes des ouvriers sont dégueulasses, et il y a régulièrement des flaques de graisse sur le sol, ce qui provoque des accidents.

Les patrons embauchent des intérimaires ou des CDD en promettant des contrats à la clé. Mais la plupart restent en CDD bien au-delà de la durée légale. Et quand les 230 jours d'intérim maximum sont dépassés, ils imposent simplement à l'intérimaire de changer de boîte d'intérim.

En plus, en tant qu'intérimaire, on ne reçoit même plus de gants pour le froid, soi-disant qu'il n'y aurait pas le budget... Et comme les chefs savent qu'on ne peut rien dire, ils nous font transporter les palettes les plus lourdes avec un transpalette manuel, car il n'y a pas assez de transpalette électrique.

On doit se battre pour tout. Pour la pause par exemple, on a 30 minutes, mais il faut plus de 5 minutes pour arriver à la salle de pause. La direction avait dit que ces 5 minutes ne seraient pas comptées dans la pause. Mais à

chaque fois les chefs nous engueulent pour notre retard et nous retirent le déplacement du temps de pause. Pareil pour la cantine, normalement, on reçoit chaque semaine de l'argent qui peut être dépensé à la cafétéria. Mais dès qu'on a une minute de retard, on perd tout l'argent de la semaine !

Ça ne peut pas continuer comme ça ! Il faut que ça change ! Physiquement et mentalement c'est de la torture. Pour l'instant, la majorité a peur des pressions des chefs, peur de perdre ce boulot. Ils ont réussi à ce qu'il n'y ait pas de grève ici pendant des années. Mais cette usine est tellement violente... la peur finira par changer de champ !



## De Lijn hors ligne

Près de la moitié des bus De Lijn étaient à l'arrêt jeudi 11 juillet dans la région d'Anvers. Le personnel de l'entreprise publique était en grève pour protester contre la nouvelle organisation du service qui engendre des retards et de nombreux problèmes. Le même jour, le personnel dénonçait à la gare d'Ostende le manque de personnel et de financement.

Les problèmes à De Lijn ne sont pas nouveaux. Cette année, plus de 3.000 arrêts (17% du réseau) ont été supprimés, privant de nombreuses personnes d'un moyen accessible pour se déplacer.

De Lijn n'échappe pas aux coupes budgétaires qui plombent les services publics, en Belgique comme dans d'autres pays. Cette austérité retombe, comme toujours, sur les usagers et le personnel.

## Cargill : fichage des salariés

« Alcoolique », « bipolaire », « à virer au plus vite » ... Voilà le genre de commentaires qu'ont découverts les ouvriers de la chocolaterie Cargill à Mouscron dans un carnet de la direction, à côté de leurs noms. En plus de ces commentaires insultants se trouvaient des informations personnelles liées à la situation médicale ou familiale des travailleurs. Ce fichage des salariés est choquant, ignoble et illégal.

Mais contrairement à l'idée selon laquelle cette pratique « ne reflète pas les valeurs de Cargill » ou « étonne », il n'y a là rien de surprenant ! Régulièrement, des découvertes similaires sont exposées au grand jour, comme ce fut le cas chez Leroy Merlin, Ikéa, Fedex, Lufthansa, etc.

Le fichage des salariés par leur direction est une pratique courante et souvent, de façon plus subtile, des « évaluations » des salariés par les

managers révèlent un même mépris des directions pour les travailleurs... mais aussi la peur qu'ils se révoltent comme le témoignent des commentaires comme « passif », « révolté » ou « opposant ».

A Cargill, la direction a réussi à faire passer deux managers comme uniques responsables de ce cahier secret. Quoi qu'il en soit, comme aucune sanction n'était prise, les travailleurs ont décidé de faire grève, et ont été rejoints par ceux du second site de Cargill à Mouscron.

Après une semaine de grève, la direction a enfin déclaré que les auteurs présumés du carnet « seront sanctionnés pour leurs fautes et mutés dans d'autres entreprises sans reprendre une fonction identique au poste qu'elles occupent ».

Les ouvriers de Cargill ont qualifié le carnet de « cahier de la honte ». Oui, le grand patronat et ses pratiques font honte au genre humain, et la multinationale d'agro-alimentaire Cargill en est un exemple typique.

## Schaerbeek : grève au CPAS

Le 11 juillet, les travailleurs du CPAS de Schaerbeek ont tenu un piquet de grève devant leurs locaux de travail. Des panneaux manuscrits affichaient : « La santé mentale des travailleurs ne devrait pas être sacrifiée sur l'autel de l'argent », « Stop à la violence constitutionnelle », ou encore « Ni les travailleurs ni les citoyens bénéficiaires ne doivent payer vos erreurs comptables ! ».

Leurs conditions de travail se dégradent, avec un nombre énorme de dossiers à gérer. Les collègues absents ne sont plus remplacés, certains ont été licenciés et cela aggrave bien sûr la surcharge de travail, alors que la direction envisage de supprimer une prime que reçoivent annuellement les assistantes sociales.

Ces économies faites sur le dos des travailleurs sont présentées comme les conséquences d'une erreur

comptable, ayant fait perdre plus de 20 millions d'euros au CPAS.

Les « erreurs comptables », les dettes, les pressions économiques s'exercent en permanence sur les services dits sociaux. Ces secteurs considérés « non rentables » dans le capitalisme, sont sous-développés, et plus la crise progresse, plus la politique d'austérité les contraint à des coupes budgétaires.

Mais les travailleurs et la population ne sont en rien responsables de la crise, ce n'est pas à eux de la payer !



## Mithra : non à la fermeture !

Sur le site de production de Flémalle, la majorité des travailleurs sont au chômage économique depuis de nombreux mois. Ils viennent maintenant d'apprendre que l'entreprise n'aura pas de repreneur, et que le conseil d'administration, qui attendait le rachat par un groupe américain, devrait bientôt se déclarer en faillite.

110 emplois vont être supprimés et un site de production fonctionnel abandonné, parce que le secteur de la contraception féminine n'est pas assez rentable au goût des investisseurs...

Cette fermeture est un exemple criant du gâchis de l'économie capitaliste, qui ferme ce type d'usine, alors que plus de 160 millions de femmes n'ont pas accès à la contraception dont elles ont besoin (chiffres de l'OMS).

## Bouchez et Prévot annoncent l'offensive

Georges-Louis Bouchez (MR) et Maxime Prévot (Engagés) ont dévoilé l'accord de gouvernement qu'ils ont conclu pour la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est une déclaration de guerre à tous les travailleurs !

Celle-ci couche sur le papier non seulement les mesures d'austérité réclamées par la bourgeoisie depuis des mois, mais annonce aussi la multiplication des attaques contre les précaires, les chômeurs, les travailleurs de la fonction publique...

L'accord ne précise pas tous les détails du plan de combat du prochain gouvernement, mais son orientation est absolument claire : faire payer la crise aux travailleurs et à toute la population, au profit de la bourgeoisie, sous prétexte de réduire le déficit public.

### Le déficit public



### comme prétexte

La réduction du déficit public n'est en fait qu'un prétexte à une politique de classe extrêmement brutale. Pour renflouer les caisses de l'Etat, et financer tous les services utiles à la population, l'argent ne manque pas sur les comptes en banque des millionnaires et milliardaires. Mais comme tous les politiciens de gouvernement de gauche et de droite, Bouchez et Prévot savent que leur rôle est de gérer les affaires communes de la bourgeoisie en son nom. Les gouvernements précédents ne

faisaient pas autre chose quand ils creusaient, à coup de cadeaux au patronat, le déficit public financé par la dette... au plus grand bonheur des actionnaires des banques et des marchés financiers !

Mais aujourd'hui, face à la crise, la classe capitaliste réclame du gouvernement qu'il lui dégage les moyens de maintenir ses profits en redoublant les attaques contre la classe ouvrière.

Premièrement, les marchés financiers exigent que la population paye pour les dettes contractées par les politiciens au profit des entreprises.

Deuxièmement, le patronat veut une classe ouvrière précaire à qui il pourra imposer une exploitation encore plus féroce.

Troisièmement, la classe capitaliste réclame le passage à l'économie de guerre dont elle compte tirer profit.

Quatrièmement, les actionnaires veulent que l'argent public continue de couler vers leurs comptes en banque.

Voilà à quoi se résume le programme de Bouchez et Prévot.

### La démagogie comme écran de fumé

Alors, pour détourner l'attention de ses intentions véritables, l'accord de gouvernement regorge d'os à ronger !

Réduction du nombre de ministres de 13 à 10, interdiction du smartphone à l'école primaire, remise en question des provinces, réduction de la taille des cabinets ministériels... Prévot est bien forcé de l'admettre « *Cela ne va pas réduire le déficit de la Wallonie. La première vocation n'est pas budgétaire mais exemplative !* ». Un exemple de démagogie politicienne !

### Les logements sociaux comme moyen de pression

La première cible des réformes annoncées par le gouvernement sont les travailleurs les plus précaires. Contre eux, le gouvernement entend utiliser

les logements sociaux comme moyen de pression.

La Déclaration de Politique Régionale wallonne (DPR) prétend « *rompre avec la politique actuelle du logement social à vie* ». Précisément, le gouvernement entend durcir les conditions à remplir pour conserver son logement social. Les foyers populaires devront, non seulement payer les loyers rubis sur l'ongle et entretenir leur logement eux-mêmes, mais également démontrer un « *comportement de vie adéquat* » et des « *efforts d'insertion sociale et professionnelle* ». Entendez : vous perdrez votre logement si vos enfants sont accusés par la police, ou si vous n'acceptez pas le premier emploi sous-payé venu !

Et la DPR ne s'arrête pas là. Elle multiplie les mesures anti-pauvres en revenant par exemple sur le plafond des loyers à 20 % des revenus. Certains loyers pourraient alors être augmentés dès lors que le logement aura fait l'objet d'une rénovation énergétique, même s'il devient impayable pour ceux qui l'habitent !

### Les enfants pauvres comme otages

D'abord le nouveau gouvernement prévoit le gel de l'indexation pour les contrats APE sous lesquels sont engagés beaucoup de travailleurs précaires mais essentiels pour faire fonctionner les écoles avec l'accueil extrascolaire, les crèches, etc.

Ensuite, des aides comme celles pour la gratuité des fournitures scolaires, ou des crèches, bien que souvent insuffisantes pour assurer une véritable gratuité, sont menacées.

Et finalement, pour augmenter encore plus la pression contre les chômeurs, le gouvernement prend les nouveau-nés en otage, et signe la fin de l'égalité pour les demandes de places dans les crèches, afin

d'instaurer la priorité aux demandes de parents qui travaillent, qui postulent pour un emploi ou qui sont en formation. Comme si devoir garder les enfants à la maison allait faciliter la recherche d'emploi !



## Les chômeurs comme armée de réserve

Mais prendre les logements et les enfants des chômeurs en otage ne suffit pas au MR et aux Engagés, et derrière eux à la bourgeoisie. Contre les chômeurs, la « *main d'œuvre mobilisable* » comme dit la DPR, les partis au gouvernement anticipent sur les mesures qu'ils attendent du gouvernement fédéral, auquel ils participeront. Déjà il est fait mention de la limitation des allocations chômage à deux ans.

Dans la DPR, les mots employés sont très clairs : « *intensifier l'accompagnement des demandeurs d'emploi mobilisables* » (augmenter les contrôles), « *remettre le pied à l'étrier en contribuant par d'autres moyens à la vitalité de la société* » (conditionner les allocations à un travail non rémunéré). Le gouvernement ouvre littéralement la chasse aux chômeurs : « *une absence aux convocations, un refus ou un abandon de formation, une non-présentation à un entretien d'embauche, sans justification objective du demandeur d'emploi, doivent*

*pouvoir faire l'objet systématiquement de l'activation d'un avertissement ou d'une sanction* » !

Les malades de longue durée ne sont pas épargnés ! La DPR déclare « *La Région collaborera avec le Gouvernement fédéral afin que chaque travailleur déclaré définitivement inapte par la médecine du travail s'inscrive dans un programme d'accompagnement par un acteur du secteur de l'emploi, en vue de sa réinsertion professionnelle.* »

Toutes ces mesures n'ont d'autres objectifs que de forcer les travailleurs à accepter des emplois toujours plus précaires, toujours plus mal payés ! Elles augmenteront la concurrence entre travailleurs, ce qui, tant qu'il n'y a pas de lutte collective et massive, ne peut se traduire que par la dégradation des salaires et des conditions de travail de tous !

Cette politique qui accuse les travailleurs d'être responsable du chômage est d'autant plus révoltante que les coupes budgétaires prévues par le gouvernement dans les administrations publiques ne peuvent se traduire que par des pertes d'emplois, et donc, l'augmentation du chômage.

## La fonction publique pressée comme un citron

En cela la DPR est très claire. Elle ne se satisfait pas d'annoncer un « choc » dans les services publics à coups de coupes budgétaires se comptant en dizaine de millions (comme pour la RTBF qui voit son budget réduit de plusieurs dizaines de millions d'euros et où il faut s'attendre à un plan de suppression d'emplois).

Non seulement, les moyens des administrations et des services publics vont diminuer drastiquement, mais les conditions de travail et de licenciement dans l'administration sont également directement menacées par un nouveau « cadre réglementaire ».

Le gouvernement veut par exemple mettre un terme au statut dans la fonction publique « à l'exception des fonctions d'autorité ».



Ainsi, tous les nouveaux engagés, comme les enseignants, ne seront plus nommés, mais recevront, à terme et dans le meilleur des cas, un CDI. Le but est de précariser les travailleurs de la fonction publique pour faciliter les licenciements et augmenter la pression et la charge de travail. A cette fin la DPR prévoit des évaluations et des contrôles « *systématiques, réguliers et qui pourront être déclenchés à tout moment* » et que ceux qui « *dysfonctionnent, se révèlent en inadéquation avec leur poste ou ne prestent pas au niveau requis seront prioritairement réorientés ou, à défaut, il sera mis un terme à la relation de travail.* »

Ainsi le gouvernement s'attaque aux chômeurs, en même temps qu'il prépare le terrain budgétaire et réglementaire des futurs licenciements et pertes d'emplois dans la fonction publique !

## Les associations étranglées

Et ce ne sont pas seulement les précaires, les chômeurs, leurs enfants et les fonctionnaires qui sont directement attaqués. Visant les soutiens associatifs du PS et d'Ecolo, tout autant qu'à réaliser des coupes budgétaires, le gouvernement prévoit aussi de revoir et de conditionner le financement des associations. Certes, bien des associations sont utilisées par les partis de gauche pour leur clientélisme, et s'assurer de soutien politique.

Mais bon nombre de ces associations, comme des écoles des devoirs, des associations de soutien aux migrants, ... sont utiles aux travailleurs et participent à nourrir la

vie sociale. Faute de moyens, certaines d'entre elles disparaîtront purement et simplement, renvoyant leurs salariés au chômage, et leurs usagers à l'abandon. Les autres seront mises au pas politiquement.

## La petite-bourgeoisie comme bouclier

Le gouvernement se prépare donc à mener une politique pour la classe bourgeoise, dont les quelques mesures citées dans cet article ne sont qu'une petite partie. C'est une offensive directe contre tous les travailleurs, contre la classe ouvrière.

Alors, pour mener son offensive, le gouvernement a cherché à donner quelques gages à la petite-bourgeoisie pour tenter d'obtenir son soutien politique. C'est le sens des promesses de futures réductions des droits de succession, de simplification administrative, de diminution de la taxation pour le premier logement, d'avantages fiscaux à la rénovation des propriétés, ou encore de soutien des prix agricoles en cas de volatilité du marché mondial.

C'est encore le sens des dispositions qui visent directement à ouvrir des marchés pour la petite et moyenne bourgeoisie. Presque systématiquement, la DPR leur fait miroiter quelques profits là où elle s'attaque aux travailleurs.

Pénurie de logements sociaux : « le Gouvernement encouragera les propriétaires privés à mettre leurs biens en location, via les opérateurs immobiliers au sens du CWHD. ».

Remise à l'emploi des invalides ? Le gouvernement fait appel aux « Etablissements de travail adapté » où il est notable que des patrons exploitent féroce...

Mais qu'ils ne se laissent pas abuser par les promesses du gouvernement, dont certaines ne pourraient être réalisées que dans plusieurs années !

Les commerçants, les indépendants, les agriculteurs, les cadres, etc... payeront aussi pour cette

politique qui ne profitera qu'à la grande bourgeoisie ! Déjà le nombre de faillites de petites entreprises augmente car les travailleurs s'appauvrissent et réduisent leur consommation !

La dégradation continue des conditions de vie et de travail des travailleurs ne résoudra aucune des contradictions du capitalisme, mais au contraire alimente encore plus la crise qui balayera l'ensemble des couches intermédiaires !

## La généralisation de la guerre comme toile de fond



Le texte présenté par le MR et les Engagés n'évoque pas seulement la guerre au travers d'un vocabulaire martial, et de référence à la « situation internationale », mais est très clair sur le soutien apporté à la bourgeoisie qui veut profiter du passage à l'économie de guerre

« L'évolution du contexte géopolitique et de la dynamique de l'économie mondiale offrent des opportunités que la Wallonie doit saisir pleinement. »

Parmi les mesures proposées, on trouve notamment l'abandon du cadre réglementaire belge « relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense » au profit des règles européennes moins contraignantes.

Ainsi, pour ne « ne plus pénaliser les industriels wallons dans leurs exportations » le MR et les Engagés, faciliteront notamment aux entreprises d'armement de vendre leurs marchandises aux pires dictatures, qui les utiliseront en premier lieu contre leur propre population !

## La bourgeoisie comme un jour de Noël



Devant tant de volonté de la servir, la bourgeoisie, au travers des organisations patronales, jubile !

Car Bouchez et Prévot ne lui promettent pas seulement de s'attaquer à la classe ouvrière, mais lui ouvrent aussi grand les cordons de la bourse de l'argent public ! Promesses d'investissements publics, de réforme fiscale à l'avantage des entreprises, de partenariats public-privés, de privatisation complète ou partielle d'entreprises rentables (comme La FN Herstal, les aéroports, etc.).

Bouchez et Prévot sont en première ligne de la défense des intérêts de la classe capitaliste. Leur programme est en fait le sien. Dans ses grandes lignes, la bourgeoisie aurait exigé que ce programme soit imposé par n'importe quel gouvernement, quelle que soit sa politique.

Si Bouchez et Prévot se distinguent, et peuvent aller plus loin que les précédents gouvernements dominés par le PS, c'est que contrairement au PS, la base électorale du MR et des Engagés est principalement petite bourgeoisie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, les uns comme les autres sont au service du même maître, et si ces mesures d'austérité déclenchaient une forte opposition, la bourgeoisie saurait faire appel au PS pour l'endiguer, voire la réprimer.

Alors, pour s'opposer à leur programme, pour s'opposer à la violence des attaques et de la crise, pour s'opposer à la course du monde capitaliste vers la guerre, c'est donc, elle, cette bourgeoisie arrogante qui jubile aujourd'hui, que les travailleurs doivent balayer.



## Dans les poubelles de l'histoire !

Vieillesse héritée du Moyen-Âge, la fonction royale a accompagné le développement du capitalisme. À l'origine, arbitres des seigneurs et enrichis par l'exploitation forcenée des paysans, les rois qui ont gardé leur tête après la prise de pouvoir par la bourgeoisie se sont parfaitement intégrés à la nouvelle classe dominante. En Belgique, Léopold II a poussé la fonction royale de tyran à son apogée en transformant le Congo en propriété personnelle pour s'enrichir et enrichir sa classe. Jusqu'à utiliser les procédés les plus barbares et sanglants pour exploiter la population africaine.

Aujourd'hui, le roi Philippe est prêt à tout moment à perpétuer la tradition de « bourreau de son peuple » pour le service de sa classe. Général 4 étoiles, il poussera la population dans la boucherie si une nouvelle guerre se déclarait.

À son service et celui de sa famille, 36 militaires, payés 3 millions d'euros par an, l'informent des questions de sécurité en Belgique et à l'étranger à travers la Maison Militaire du roi.

Il échoit aux travailleurs de jeter cette institution archaïque dans les poubelles de l'histoire, juste à côté de la police, des tribunaux et du capitalisme.

## Dette wallonne : pas aux travailleurs de payer !

Pendant que le gouvernement wallon se forme, le CERPE (centre de recherches en économie régionale et politique économique de l'Université de Namur) annonce que la dette de la Wallonie s'élève à 28 milliards d'euros.

Chaque année, la Région dépense 522 millions pour rembourser les intérêts de la dette et ce montant pourrait monter à un milliard dans les cinq prochaines années. Ces millions vont directement

enrichir les actionnaires des banques sans qu'ils prennent le moindre risque car l'Etat rembourse toujours !

Cette dette vient essentiellement des milliards de cadeaux du Gouvernement wallon aux capitalistes, en particulier lors de la crise financière de 2008 et lors de la pandémie de Covid. Le gouvernement Di Rupo a amplifié cette politique par le « Plan de Relance Wallon » qui est un catalogue de subides et de cadeaux aux entreprises. Lors des inondations de 2021, le gouvernement a indemnisé les sinistrés pour des milliards d'euros, pour préserver les profits des assureurs privés !

Cette dette, ce n'est pas la nôtre mais celle des capitalistes ! Ce n'est pas aux travailleurs de se saigner par des coupes budgétaires et des licenciements pour la rembourser.



## Faillites en chaîne ?

De janvier à juin, il y a eu plus de 6.000 faillites en Belgique, causant la perte de plus de 14.000 emplois. Les secteurs les plus touchés sont la construction, les garages automobiles mais aussi l'Horeca.

Ce nombre de faillites en hausse par rapport aux quatre dernières années s'explique en partie par la fin du moratoire qui a été mis en place par le gouvernement avec la crise du Covid, qui semblait protéger les entreprises de la faillite mais ne faisait que reporter le problème à plus tard. Mais la

cause principale est la crise du capitalisme : l'enrichissement d'une poignée d'ultra riches au détriment de la grande majorité avec tout ce que ça implique comme pression des banques sur les petits commerces, hausse du coût du gaz et de l'électricité, baisse du nombre de clients, etc.

Aujourd'hui, la hausse du nombre de faillites risque de pousser un pas plus loin la société dans la crise. Que ce soit une grande entreprise comme Van Hool ou un petit garage, sa fermeture entraîne une baisse de consommation de biens intermédiaires qui étaient auparavant nécessaires pour produire... et risque de pousser d'autres entreprises à la faillite. D'autant que l'augmentation des faillites est aussi d'actualité en Allemagne, en France ou au Luxembourg.

## Industrie d'armement

Contrairement aux nombreuses faillites et fermetures engendrées par la crise dans beaucoup de secteurs, la production d'armement continue sa croissance.

L'usine Thales à Herstal vient d'ouvrir une ligne supplémentaire d'assemblage pour quintupler sa production de roquettes guidées par laser. Celles-ci peuvent être armées sur différents engins de mort : hélicoptères, bateaux, chars d'assaut...

Le gouvernement belge ainsi que ceux de l'Union Européenne ont participé aux 20 millions d'euros d'investissements. La ministre PS de la Défense, Ludivine Dedonder, se félicite de ce développement industriel qui va « contribuer à garantir la paix et la sécurité en Europe ».

Bien loin de garantir la paix, les dirigeants au service de la bourgeoisie sont en train de se préparer à toutes les éventualités guerrières. Ils remplissent les stocks de munitions, recrutent des jeunes dans l'armée et préparent aussi les esprits de toute la population à coup de propagande nationaliste.

Pour le moment, l'impérialisme occidental continue d'affronter à distance les oligarques russes, en fournissant ces roquettes (entre autres !) à l'armée ukrainienne. Tandis que l'armée russe utilise des armes dont les composants électroniques viennent en partie de l'occident capitaliste !



Roquette FZ275-LGR

## Front populaire : ce qu'il fut vraiment en 1936

En France, les partis de gauche (France insoumise, écologistes, communistes et socialistes) ont baptisé leur alliance électorale le « Nouveau Front Populaire ». Cela fait référence au gouvernement de Front populaire de 1936, en s'appuyant sur l'idée que celui-ci aurait « changé la vie » des travailleurs.

Les partis de gauche affirment inlassablement que le Front populaire de 1936 aurait non seulement été à l'origine des 40 heures et des congés payés, mais aussi un barrage efficace contre l'extrême droite. Mais c'est un mensonge.

L'alliance électorale conclue en 1935 entre la SFIO (Parti socialiste), le Parti communiste (aux ordres de Staline) et le Parti radical (un parti centriste, baignant dans les scandales de corruption) en vue des élections législatives du printemps 1936 ne prévoyait nulle « rupture » avec le capitalisme et ne contenait que de modestes propositions de réformes sociales, bien calculées pour ne pas effrayer l'électorat de la petite bourgeoisie.

C'est après la victoire électorale du Front populaire, le 3 mai 1936, que se développa la lame de fond de la grève générale. C'est elle qui changea la donne, lorsque, fin mai

et début juin 1936, deux millions de travailleurs se mirent en grève. Cette explosion sociale, marquée par l'occupation des usines, remettait en cause, de fait, la propriété privée des capitalistes.

Face à elle, le gouvernement de Front populaire fut avant tout préoccupé d'éviter qu'elle se transforme en mouvement révolutionnaire. Il s'agissait de protéger les intérêts de la bourgeoisie et, alors que Léon Blum (le premier ministre du gouvernement de Front populaire) lui-même n'avait aucune intention de céder aux grévistes, c'est le grand patronat, tétanisé par les occupations d'usine, qui se décida à des concessions. Il fit pression pour obtenir le plus vite possible la signature d'un accord instituant les conventions collectives, les délégués du personnel et d'importantes augmentations de salaire. Des lois votées à la fin du mois de juin, dans la foulée de la grève, établirent la semaine de 40 heures et deux semaines de congés payés, alors que ce dernier point ne figurait pas dans le programme du Front populaire.

Mais ces accords n'ont pas suffi à éteindre le mouvement de grève. C'est la CGT (le syndicat ouvrier) et le Parti communiste qui mirent alors leur poids dans la balance pour faire reprendre le travail. La CGT écrivit : « *Nous devons, nous travailleurs, faire honneur à notre signature et appliquer loyalement et pleinement les clauses de l'accord conclu* », et le secrétaire général du Parti Communiste, Maurice Thorez, expliqua qu'il fallait « *savoir terminer une grève* ».

## Les pleins pouvoirs à Pétain

L'histoire du Front populaire ne s'arrête pas au printemps 1936, quoi qu'en disent les fables entretenues par les partis de gauche actuels. À peine un an après son élection, le gouvernement décrétait une « *pause dans les réformes* ». En mars 1937, le ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, faisait tirer sur une manifestation ouvrière à Clichy, faisant six morts et 300 blessés.

Un an plus tard, en 1938, le nouveau chef du gouvernement, Daladier, soutenu par la même chambre de Front populaire, rétablissait la semaine de 48 heures pour « *remettre la France au travail* », avant de prononcer l'interdiction du Parti communiste en 1939. Enfin, le dernier acte politique des députés du Front populaire fut de voter, à une écrasante majorité, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Un militaire d'extrême droite qui instaura une dictature pro nazi pendant la seconde guerre mondiale.

Il faut ajouter que, dans l'Espagne voisine, la victoire d'un autre Front populaire se heurta au coup d'État militaire du général Franco. Face à ce coup d'État, des milliers d'ouvriers et de paysans espagnols prirent les armes pour s'y opposer dans une guerre civile révolutionnaire qui dura trois ans. Le gouvernement de Léon Blum refusa alors toute intervention et tout soutien, ce qui facilita la victoire de Franco.

Le Front populaire, dans sa version de 1936, n'a été ni un obstacle à la marche vers la Deuxième Guerre mondiale ni le protecteur des travailleurs contre la rapacité patronale, ou même contre la mise en place d'un régime autoritaire pro nazi. Au contraire, le gouvernement de Front populaire a pesé de tout son poids pour faire cesser la grève générale qui menaçait de se transformer en révolution.



D'après LO France n°2916  
Photo de grévistes de la compagnie des Mines de Thivencelle

## France : trois blocs politiques ? Non, deux classes sociales !

En France, les résultats des législatives présentent à première vue trois blocs politiques : le Nouveau Front populaire (alliance des gauches) emportant le plus de sièges, suivi par Ensemble (parti de Macron) et enfin par le Rassemblement National (extrême droite). Et comme le RN n'a pas obtenu la majorité des élus, du fait des désistements entre le Nouveau Front populaire et les macronistes, ces différents groupes prétendent avoir « fait barrage à l'extrême-



droite ». C'est une illusion.

Bardella ne sera pas Premier ministre mais c'est bien son parti qui réalise la plus forte progression électorale des élections législatives. Le RN va continuer à peser sur la vie politique française plus que jamais. Avec près de 8,8 millions de voix au second tour, le RN fait plus que doubler son score de 2022. C'est cela qui est le plus significatif. Des millions de travailleurs dans les régions les plus ouvrières, les villes populaires et même les banlieues naguère rouges de Seine-Saint-Denis ont voté RN en voulant exprimer leur colère et leur rejet des politiciens.

Car au-delà des délires xénophobes aussi étouffants et dangereux qu'ils soient, il y a une colère sociale qui découle de l'écrasement de la population travailleuse par une minorité de capitalistes. La fonction du RN est de

détourner cette colère contre les ennemis inventés : les réfugiés, les migrants, les travailleurs d'origine du Maghreb, et même les chômeurs. Mais les 130 désistements des candidats du NFP au profit de la coalition présidentielle Ensemble, appelant les travailleurs à voter pour des ennemis avérés des travailleurs comme l'ancienne première ministre Elisabeth Borne et le ministre de l'intérieur Darmanin, ne peut que renforcer l'audience du RN ainsi transformé en paria et renforcer son image de parti « anti-système » !

Aujourd'hui ces trois blocs politiques se font la « lutte des places » et argumentent à qui a vraiment gagné les élections. Mais pendant ce temps-là, la bourgeoisie ne s'encombre pas des problèmes électoralistes ! Macron, son fidèle serviteur, a annoncé que peu importe les élections, il allait pour le moment maintenir Gabriel Attal comme premier ministre et continuer sa politique au service des riches. Pour la classe ouvrière, ceux qui ont voté RN, NFP, pas voté du tout, ainsi que pour ceux qui n'ont même pas le droit de vote, la vie reste de plus en plus difficile !

Mieux vaut en revenir à cette vérité simple : dans cette société il y a d'un côté les travailleurs et de l'autre les capitalistes aidés de multiples représentants politiques. Les premiers doivent se donner les moyens d'imposer leurs exigences aux seconds.

## Montée du racisme : un poison à combattre

Preuve qu'on ne peut pas combattre l'extrême-droite « par les urnes », la simple perspective de la victoire électorale du RN a suffi à encourager les paroles, les comportements et les agressions racistes. Il y a quelques faits connus relevés par les médias comme cet automobiliste qui fin juin à Thiais a renversé un chauffeur de bus scolaire après lui avoir déclaré : « J'en ai marre des gens

comme vous, bougnoules et renois, moi je vote RN, je vais te tuer, je vais te massacrer, je vais vous éradiquer. ». Mais il y a aussi de plus en plus de menaces, d'insultes au travail ou dans la rue, de réseaux d'extrême droite qui se renforcent. Cette montée du poison raciste, elle était déjà là avant les élections et que le RN soit en tête ou pas, elle va continuer !

En Wallonie, ce poison n'a pas besoin d'un parti d'extrême droite ayant des élus pour se diffuser dans



les consciences ! L'aggravation de la crise suffit. Face à ce danger la gauche ne sait qu'en appeler à « État de droit », en France au respect des « valeurs républicaines », et en dernier ressort à la police. Mais celle-ci est gangrénée par les mêmes idées racistes, en France comme en Belgique !

Attendre de la loi une protection contre le racisme et les idées réactionnaires est une illusion dangereuse. Contre la montée des préjugés d'extrême droite, ce qu'il faut c'est dès aujourd'hui parler entre travailleurs, entre collègues, entre voisins des moyens de s'en défendre collectivement. Il n'y a que l'organisation des travailleurs eux-mêmes, pour protéger leurs grèves, leurs manifestations, leurs quartiers, qui puisse faire reculer les nervis de l'extrême droite avec ou sans uniforme.

La perspective peut sembler lointaine, mais elle risque pourtant de venir brutalement à l'ordre du jour. S'y préparer est dès aujourd'hui une question vitale.

## Gouvernement US assassin

Le gouvernement américain vient de relancer la livraison de bombes de 500 livres (230 kg) à l'armée israélienne après l'avoir hypocritement suspendue en mars, au début de l'invasion de la ville de Rafah.

Mais à ce moment-là les Américains avaient déjà livré pas moins de 14.000 bombes de 2.000 livres (900 kg) et 6.500 bombes de 500 livres depuis le début de la guerre !

Ces arrivages massifs d'armes et le soutien diplomatique et financier américain permettent à Israël de poursuivre le massacre de la population palestinienne à Gaza.

Il n'y a rien à attendre des gouvernements impérialistes. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres et soutiennent Israël comme leur base avancée dans la région pour assurer leur domination.

## Révoltes au Kenya

Des manifestations ont éclaté au Kenya depuis le 18 juin pour protester contre un projet de loi qui imposait de nouvelles taxes.

Dans un pays où un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (2\$/jour) et une personne sur cinq souffre de malnutrition, où des millions de jeunes sont sans travail et l'inflation des produits essentiels est de plus de 5% par an, ces taxes supplémentaires sur des produits comme le pain ou l'huile de cuisine étaient insupportables.



## La répression...

Quand des milliers de jeunes manifestants ont envahi le parlement au moment du vote de la loi, l'armée a tiré à balles réelles, faisant une quarantaine de morts. Face au scandale, le président William Ruto a réagi en promettant de retirer les taxes, et a même fini par limoger la majorité de son gouvernement, affirmant que les choses allaient changer, et qu'il allait chercher l'argent pour rembourser la dette kényane ailleurs. Mais cela n'a pas suffi ! La colère était aussi tournée contre le président lui-même, un riche homme d'affaires qui se balade avec des montres à 50.000 euros, multiplie par trois le budget de son épouse et dilapide l'argent public dans de coûteux voyages à l'étranger, à l'image de toute la caste dirigeante corrompue.

Quelques jours plus tard, des hommes cagoulés débarquaient au domicile de plusieurs dizaines de manifestants, les tabassant, les violant, fouillant leur maison, menaçant leur famille, et enlevant certains qui n'ont toujours pas été retrouvés. Ce sont peut-être des cadavres de manifestants qui ont été découverts moins d'une semaine plus tard, découpés dans des sacs, à moins de 100 mètres d'un commissariat d'un bidonville de la capitale Nairobi. Des cadavres avaient d'ailleurs été découverts dans les mêmes conditions il y a quelques mois, et plusieurs ONG dénonçaient qu'il s'agissait sans doute d'exécutions « extra-judiciaires », commanditées directement par le parti présidentiel.

Si le président nie évidemment avoir quoi que ce soit à voir avec ces enlèvements ou ces cadavres, le message est clair : voilà ce qu'il en coûte de protester contre le gouvernement au Kenya, un pays prétendument démocratique qui multiplie les accords commerciaux avec les États occidentaux. La population qui a toutes les raisons de se révolter est maintenant prévenue : il s'agit d'une lutte à mort entre les travailleurs d'un côté, et de l'autre côté les dirigeants corrompus, mais surtout les banques et les capitalistes occidentaux qui les contrôlent.

## ... au service des banques

Les nouvelles taxes que voulaient mettre en place le président Ruto avaient été préparées avec la complicité du FMI, qui veille à ce que le pays puisse rembourser ses dettes, au mépris le plus complet de la population. Le Kenya fait depuis les années 2000 figure de modèle en Afrique, avec une croissance annuelle de plus de 5%, l'une des plus fortes de la planète. Cela est surtout dû au fait que le Kenya connaît une relative stabilité par rapport à ses voisins, ce qui a attiré un certain nombre d'investisseurs étrangers. Mais cette croissance, loin de bénéficier à l'ensemble de la population, a surtout bénéficié à une petite minorité de profiteurs.



L'État kényan, pour mieux servir les capitalistes étrangers, a multiplié les grands projets d'infrastructures, avec des routes, des chemins de fer, ou l'électrification des campagnes. Le chemin de fer qui relie la capitale Nairobi au port de Mombassa construit par une entreprise chinoise a coûté à lui seul près de 4 milliards de dollars, presque 10% de la dette externe du Kenya.

Mais ce qui a coûté le plus cher à la population kényane, c'est le coût de la dette elle-même. Les banquiers se sont agglutinés autour du Kenya comme des vautours, proposant des taux d'intérêts toujours plus élevés pour mieux piller le pays. D'après le président Ruto, ce serait 61% des revenus des taxes qui partiraient pour rembourser les dettes,

dont une grande partie juste pour les intérêts.

Les banquiers qui se pressent aujourd'hui pour récupérer leurs dettes avec l'aide du FMI sont les premiers responsables de la misère et de la répression qui règne au Kenya. Ils sont prêts à provoquer des guerres plutôt que de renoncer à leurs profits criminels. Pour se débarrasser de la dette et enfin développer réellement le pays, il faudra se débarrasser d'abord des corbeaux et des vautours, et ça, à l'international !

## Otan : préparation de la guerre

Un sommet de l'Otan s'est tenu à Washington en juillet à l'occasion du 75e anniversaire de l'alliance militaire des pays impérialistes dirigée par les USA.

L'admission de l'Ukraine à l'OTAN a été abordée mais sans aucun engagement. L'intégration de l'Ukraine à l'OTAN signifierait pour les puissances impérialistes entrer automatiquement en guerre directe avec la Russie, et jusqu'à maintenant, elles préfèrent garder la maîtrise de leur degré de confrontation avec la Russie.

Si elles se contentent aujourd'hui de faire la guerre à la Russie par l'Ukraine interposée, les grandes puissances impérialistes se préparent néanmoins à une guerre plus large qui impliquerait leur participation directe. Car s'ils ne la désirent pas nécessairement, les dirigeants impérialistes voient que l'évolution de la crise du capitalisme pousse à la généralisation de la guerre.

La plupart des pays de l'OTAN consacrent à présent 2 % de leur PIB

à leur armée. Cet objectif avait été fixé à l'époque où les États-Unis désignaient le « terrorisme » comme leur ennemi principal. Aujourd'hui, l'entourage de Biden souligne que, puisque la Russie est en ligne de mire, les dépenses militaires doivent encore augmenter.

Mais la Russie n'est pas la seule à être désignée comme ennemi. La Chine est également dans le collimateur des impérialistes, sous prétexte de son soutien économique à la Russie. Depuis cinq ans, l'Otan pointe Pékin du doigt, sous la pression des USA. Le dernier sommet de l'Otan a encore multiplié les déclarations agressives à l'égard de la Chine. La Biélorussie, l'Iran et la Corée du Nord sont également présentés comme le nouvel « Axe du Mal ».

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » prévenait Jean Jaurès en 1885. C'est encore vrai aujourd'hui ! Mais pour faire la guerre, il faut un ennemi. Avant-hier c'était l'URSS, hier c'était le terrorisme, aujourd'hui c'est la Russie ... et demain ce sera la Chine.

**Hausse des dépenses militaires de l'OTAN**

## Ukraine, la guerre s'éternise



La guerre continue de faire rage en Ukraine dans toute son horreur. Des centaines de milliers de soldats et de civils y ont perdu la vie, et les destructions y sont énormes. Les deux armées multiplient les massacres, la Russie a bombardé un hôpital pour enfants, alors qu'un soldat dénonçait dans le New York Times les assassinats de soldats russes désarmés par les soldats ukrainiens.

Les guerres ne peuvent que déboucher sur de telles barbaries, dont la

plupart ne sont pas encore connues. Cela n'empêche pas les États occidentaux de continuer à alimenter le massacre en multipliant les soutiens à l'Ukraine, alors que les généraux savent qu'elle ne peut pas gagner contre la Russie.

Et maintenant les financiers réclament le remboursement de la dette ukrainienne, quand l'OTAN annonce une nouvelle aide de 40 milliards à l'Ukraine, et que la Belgique s'est engagée à lui verser 916 millions.



En tout, ce sont des centaines de milliers d'obus européens qui viennent alimenter l'horreur des tranchées, dont les livraisons ont été multipliées par six récemment. L'Europe n'a cessé d'augmenter sa production d'obus depuis le début de la guerre, montant à 500.000 par an en mars 2023, et à un million aujourd'hui, l'objectif des militaires étant d'atteindre les 2,5 millions par an en 2025... Côté russe, c'est 30% du budget de l'État qui serait maintenant consacré à la guerre...

Un tel gâchis de vies humaines et de ressources matérielles est révoltant ! Les richesses consacrées à la guerre pourraient servir à la construction d'hôpitaux, d'écoles, de logements de qualité ou de moyens de transports efficaces. Mais pour cela il faudra d'abord renverser le capitalisme qui n'offre pas d'autre perspective que la guerre...

Graphique 6 : Europe OTAN et Canada - dépenses de défense (milliards de dollars EU, sur la base des prix et taux de change de 2015)



## Gaza : barbarie

Dans la bande de Gaza, la guerre menée par l'Etat d'Israël se poursuit avec la même violence extrême. Les bombardements visent entre autres les camps de déplacés, les écoles et les hôpitaux et alourdissent toujours plus le bilan des victimes.

Le dernier rapport de l'UNICEF indique 38.000 personnes tuées depuis octobre, dont 14.000 enfants. Plus de 88.000 blessés, des dizaines de milliers de disparus, beaucoup sous les décombres, et des dizaines de milliers d'orphelins...

Les survivants sont depuis des mois dans des habitats de fortune, en manque d'eau, de nourriture et de médicaments. Au total, la guerre aurait tué jusqu'à 186.000 Gazaouis selon le journal The Lancet.

Constamment, l'armée mène des attaques. La dernière en date, menée sur un camp de réfugiés le 13 juillet, a fait plus de 90 morts. C'était pour « viser le chef du Hamas » explique l'extrême droite israélienne.

Netanyahou et son gouvernement ne cessent d'agiter l'éradication du Hamas comme objectif de guerre. La réalité montre que même avec le massacre de 38.000 personnes et le lot d'horreurs subies par la population, le Hamas n'est pas vaincu. Car cette situation révoltante et inacceptable pousse chaque jour de nouveaux Gazaouis à rejoindre cette organisation nationaliste.

Cette guerre ne peut manquer d'engendrer une génération entière de révoltés.

## Kivu : le chaos capitaliste

La guerre continue de faire rage dans l'Est du Congo dans toute son horreur. Partout, ce sont des massacres, des colonnes de réfugiés, des nouvelles épidémies.

Un rapport récent de l'ONU précisait les liens entre l'un des principaux groupes armés de la région, le M23, et les États voisins du Rwanda et de l'Ouganda.

Ce que ne précisait pas le rapport, c'est que le Rwanda, dont des militaires dirigent directement le M23, est soutenu par les États occidentaux, et en particulier par l'Union Européenne qui a financé l'armée rwandaise.

L'UE a signé récemment un contrat pour l'achat de minerais avec ce petit pays qui tire la majorité des minerais qu'il exporte... du pillage des mines de son voisin congolais.

Face au M23, certains appellent à renforcer l'État congolais, en espérant que celui-ci pourrait protéger la population. Vraiment ? En sachant que l'armée congolaise est composée des mêmes groupes armés qui terrorisent la population, qu'elle est la première à venir racketter les habitants ?

Le renforcement de l'État congolais se limite pour l'instant à des dizaines de condamnations à mort envers des soldats qui auraient fui devant l'ennemi ou qui seraient complices de l'ennemi. À moins que ce ne soit simplement une manière pour le président Tshisekedi de se débarrasser des éléments contestataires dans l'armée ?

Comme dans toutes les guerres, les travailleurs congolais n'ont rien à attendre ni d'un camp, ni de l'autre et encore moins des dirigeants occidentaux dont les trusts organisent le pillage des minerais du pays !



## Grève chez Samsung

En Corée du Sud, plus de 6.500 ouvriers du géant de la tech Samsung Electronics se sont mis en grève. L'arrêt de travail qui devait initialement durer trois jours a été reconduit le 10

juillet en grève illimitée par le syndicat et les travailleurs.

Ils ont été nombreux à se rassembler dans les rues pour manifester le poing levé, crier leur colère en revendiquant des augmentations de salaires et plus de congés payés.

## Profits démesurés

Le groupe Samsung venait d'annoncer ses bénéfices pour les trois derniers mois : sept milliards d'euros nets !

L'explosion du prix des puces électroniques, ainsi que le développement de « l'intelligence artificielle » qui consomme beaucoup de semi-conducteurs, augmentent d'autant la rentabilité de Samsung.

Mais ce sont bien les 400.000 ouvriers employés par le groupe dans le monde, dont 125.000 en Corée du Sud, qui produisent ces marchandises, leur valeur à l'usage et à la vente.

Aujourd'hui, ces quelques milliers de grévistes montrent la voie de la lutte ouvrière à leurs centaines de milliers de collègues ainsi qu'à tous les travailleurs du monde. Ils rappellent à tous que tôt ou tard des grèves ne manqueront pas d'arriver, y compris dans les plus grosses multinationales.



**Suivez-nous  
sur Facebook :  
Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail:** [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

**Tel :** 0470-18.82.39

**Internet :** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)